

(1)

(N° 100)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1944.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1944 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DALLEMAGNE

MESSIEURS,

Le Budget du Corps de la Gendarmerie pour 1944 s'élève à la
somme de fr. 9,094,774 75
en diminution de 259,803 50

Les dépenses ordinaires pour 1944 s'élèvent à . . fr. 8,394,774 75
en augmentation, sur les dépenses ordinaires de 1940, de 430,496 50

Au contraire, les dépenses exceptionnelles de 1944
sont, sur celles de 1940, en diminution de. . . . fr. 395,000 »

A l'article 1^{er} du chapitre I^{er} relatif aux traitements, allocations et prestations, nous remarquons une augmentation de fr. 430,496.50.

Cette augmentation, qui complète celle votée en 1940 (420,000 francs), résulte d'un accroissement notable de l'effectif de la gendarmerie : 150 à 160 hommes et 4 officiers.

Les pensions et secours nécessitent une augmentation proportionnelle, soit 5,000 francs.

Enfin, 700,000 francs sont demandés pour l'amélioration du casernement.

(1) Budget, n° 4, XI.

(2) La Section centrale, présidée par M. NEMINCKX, était composée de MM. DONNAY, DE KENCHOVE D'EXAERDE, DALLEMAGNE, DAENS, OZERAY, DU BUS DE WARNAFFE.

La gendarmerie comprend actuellement 76 officiers de divers grades et 3,519 gendarmes.

Le nombre de chevaux est de 95 pour les officiers et 1,749 pour la troupe.

L'examen du projet de budget en Section centrale a donné lieu aux questions et observations suivantes :

1. — Travaux administratifs divers.

Un membre de la Section centrale a fait observer que : En juillet dernier, à la suite de méfaits commis dans la partie rurale du pays et qui avaient appelé l'attention publique sur la nécessité de la réorganisation de la police rurale, M. le Ministre de la Justice s'est plaint, auprès de son collègue de la Guerre, du fait que la gendarmerie était chargée de travaux administratifs qui la détournaient de l'exercice de ses fonctions. M. le Ministre de la Justice signalait notamment l'emploi de la gendarmerie pour assurer le service de la mobilisation et pour assurer les rapports du Département de la Guerre avec les hommes sous les armes et leurs familles.

Il est essentiel pour assurer la sécurité des campagnes que la gendarmerie soit rendue exclusivement à sa mission de police et qu'elle soit déchargée de toutes autres fonctions et de toutes préoccupations qui ne lui sont pas légalement imparties.

En conséquence, la question suivante a été posée à M. le Ministre de la Guerre :

Question.

« La gendarmerie est chargée aujourd'hui de missions diverses qui la distraient au moins partiellement de son service de sécurité, tels sont notamment le service de la mobilisation et la surveillance des militaires en congé.

» La Section centrale insiste pour que la gendarmerie soit rendue exclusivement à sa mission de police et qu'elle soit déchargée de toutes autres fonctions ou préoccupations. »

Réponse.

« Ce service a toujours été requis de la gendarmerie.

» Son prestige, son autorité morale, ses relations fréquentes avec les autorités la désignent comme le meilleur auxiliaire de la préparation de la mobilisation.

» Les secrétaires des commandants de districts et leurs adjoints ont d'ailleurs été créés *spécialement* pour les besoins du service de la mobilisation. Ils ne participent pas au service extérieur que nécessite la surveillance

continue et répressive, laquelle ne subit donc aucune atteinte du fait de l'aide ainsi apportée à l'Administration de la Guerre.

» Quant aux devoirs qui incombent aux commandants de cantons dans la préparation de la mobilisation, leur exécution, comportant un certain délai, permet à ces sous-officiers de les remplir au cours de leur service extérieur et ne nécessite aucun déplacement spécial.

» Néanmoins, la question de l'emploi de la gendarmerie en dehors de sa mission de police fait l'objet d'un échange de vues entre les départements de la Justice et de la Guerre. »

II. — Caisse des veuves et orphelins.

Une Commission a été chargée de reviser les statuts de la Caisse des veuves et orphelins, elle était (d'après la réponse faite par M. le Ministre de la Guerre à la Section centrale en 1909) chargée d'examiner la situation de la Caisse de secours de la gendarmerie et spécialement l'augmentation de la pension des veuves et orphelins.

La Section centrale de 1910 a demandé au Ministre où en était le travail de la Commission.

La réponse a été :

« En vue d'établir les statuts de la Caisse des veuves et orphelins de la gendarmerie sur des bases actuarielles, ce qui permettra de réglementer l'admission à ladite Caisse des gendarmes *quel que soit leur âge*, la Commission instituée à cet effet a fait établir 7,500 fiches d'un modèle approprié.

» De nombreux documents et registres ont dû être compulsés, et une correspondance volumineuse a été échangée avec diverses autorités.

» Ces fiches servent de base au travail statistique et actuariel des gendarmes et de leurs femmes, et à l'établissement des tarifs à appliquer au personnel de la gendarmerie. »

La Section centrale de 1911 prie M. le Ministre de lui dire où en est le travail de la Commission.

Question.

« M. le Ministre ne pourrait-il pas nous dire où en sont les travaux de la Commission chargée d'établir ou de reviser les statuts de la Caisse des veuves et orphelins des militaires? »

Réponse.

« Les travaux se poursuivent activement. J'espère arriver bientôt à une solution définitive. »

III. — Pétition des Secrétaires de district.

Les secrétaires de district au nombre de quarante pour tout le pays sont les sous-officiers de gendarmerie mis à la disposition des commandants de district pour les seconder dans leur travail de bureau : mobilisation de l'armée et administration des hommes sous les armes.

De ce chef les secrétaires touchent une indemnité de 120 à 240 francs suivant l'importance du district.

Ils demandent que cette indemnité soit augmentée de 200 francs, ce qui ne grèverait pas beaucoup le Budget de la Gendarmerie : 40 hommes à 400 francs = 16,000 francs.

Il paraît que d'autres catégories d'employés de bureau dans la gendarmerie, tels que les archivistes, le garde-magasin, les fourriers et les adjudants comptables des compagnies, ont respectivement 400, 450 et 500 francs d'indemnité.

Il est à remarquer que les secrétaires de district doivent connaître toutes les instructions et savoir les appliquer et qu'ils sont pécuniairement inférieurs aux commandants de brigade de la campagne, où la vie est moins chère.

La question suivante a été adressée à M. le Ministre :

Question.

« M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'il y a lieu de porter à 400 francs l'indemnité dont jouissent les secrétaires des commandants de district. Cette indemnité varie de 120 à 240 francs suivant l'importance du district. Il est à remarquer que d'autres catégories d'employés, tels que les archivistes, garde-magasin, fourriers, adjudants comptables des compagnies, ont des indemnités supérieures. Les secrétaires de district doivent connaître et savoir appliquer toutes les instructions, et cependant leur situation pécuniaire est inférieure à celle de certains commandants de brigades rurales où la vie est moins onéreuse. »

Réponse.

« Cette augmentation ne se justifie pas pour le moment.

» Les secrétaires de district peuvent d'ailleurs concourir avec leurs collègues du service actif pour les emplois de commandant de brigade : or, depuis 6 ans, cinq secrétaires de district sur quarante et un ont montré pareille intention. J'ajouterai que quarante deux commandants de brigade seulement (sur un total de 397) touchent une indemnité supérieure à 400 francs.

» Les allocations des maréchaux des logis chefs archivistes et garde-magasin, ainsi que des adjudants comptables des compagnies, correspondent à l'importance de leurs emplois spéciaux, lesquels ne peuvent être comparés avec ceux des secrétaires de district. »

IV. — Jours de maladie.

Question.

« Un membre de la Section centrale fait observer que les jours de maladie sont comptés aux gendarmes comme des jours de congé et, par suite, décomptés des jours de congé auxquels ils peuvent avoir droit.

» Il paraîtrait aussi qu'on leur supprime les jours de congé jusqu'à concurrence des jours de maladie au delà de dix quand le gendarme est mis en quarantaine du chef des maladies contagieuses qui frappent l'un ou l'autre des membres de sa famille.

» M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'il y aurait lieu de modifier ces errements? »

Réponse.

« La question sera résolue de façon à concilier, dans la mesure la plus large, les intérêts des membres du Corps avec les exigences du service. »

V. — Frais d'équipements.

Question.

« Un membre de la Section centrale fait observer que les gendarmes sont obligés à de forts frais du chef de leur équipement. Il paraîtrait qu'ils sont obligés à payer, notamment, les souliers et les guêtres, au magasin de l'État, plus cher que chez un négociant quelconque.

» Il paraît, d'autre part, que très souvent des changements sont opérés dans l'équipement, ce qui oblige les gendarmes à des réfections et à des modifications qui finissent par devenir coûteuses. »

Réponse.

« A qualité égale, le coût des objets d'équipement fournis aux gendarmes par l'État est inférieur aux prix du commerce.

» Les changements apportés dans l'équipement ont eu pour conséquence de rendre les objets plus simples, plus pratiques, moins coûteux. »

VI. — Gendarmes mariés.

Question.

« L'an dernier (février 1910), sur les 2,183 gendarmes mariés du Corps, 69 n'étaient pas encore logés aux frais de l'État : il y en avait 93 à la fin de 1908. D'autre part, le nombre des mariés a augmenté de 48 depuis

cette époque; 72 logements supplémentaires ont donc été donnés aux mariés dans le courant de 1909.

» Quelle est la situation pour 1910? »

Réponse.

« Sur 2,203 mariés du Corps, 58 ne sont pas encore logés aux frais de l'État. Il y en avait 69 à la fin de 1909. D'autre part, le nombre de mariés a augmenté de 20 depuis cette époque; 31 logements supplémentaires ont donc été donnés aux mariés dans le courant de 1910. »

VII. — Télégraphe et téléphone.

Question.

« D'après le rapport de la Section centrale du 2 février 1909, il restait encore dix-sept brigades sur quatre cent et cinq non reliées au téléphone. En février 1910, il restait encore huit brigades non reliées au téléphone, leur raccordement a été demandé à l'administration compétente.

» Ces huit brigades sont-elles à présent reliées au téléphone?

» S'il en est ainsi, il ne doit plus rester aucune brigade non reliée au téléphone. »

Réponse.

« Les huit brigades de gendarmerie qui ont été signalées comme n'étant pas encore reliées au téléphone en février 1910 ont été raccordées au téléphone dans le courant de l'année.

» Parmi les nouvelles brigades installées depuis cette époque, une seule n'est pas reliée encore au téléphone : le raccordement de cette brigade a été demandé à l'administration compétente. »

VIII. — Patrouilles de nuit.

Question.

« Un membre de la Section centrale s'est plaint de ce que les gendarmes sont obligés de déranger les habitants des communes rurales pendant la nuit pour faire signer leur feuille de route quand ils patrouillent la nuit.

» On demande s'il ne serait pas possible de trouver un autre système de contrôle, par exemple de faire signer les feuilles de route par des gardes de nuit ou d'autres fonctionnaires, ou même des citoyens qui ont à faire des services de nuit. »

Réponse.

« Les expériences en cours, ayant pour objet de déterminer les moyens

pratiques d'assurer ce contrôle sans recourir ou en recourant le moins possible à l'intervention des autorités communales, seront terminées très prochainement.

» En attendant, déjà des instructions émanant du chef du corps prescrivent de soumettre les feuilles de contrôle des patrouilles de nuit au visa des officiers de police en service de nuit dans les communes importantes. »

IX. — Étude d'ensemble de la répartition des brigades.

Question.

« A la Section centrale de 1910, M. le Ministre de la Guerre, répondant à la question relative à ce travail d'ensemble, disait : L'étude du travail d'ensemble est faite. Ainsi qu'il l'a déjà déclaré en 1909, le Gouvernement, selon les ressources disponibles, continuera le plus rapidement possible à donner suite aux nombreuses propositions qu'il contient, en prenant en considération le degré d'urgence et l'importance de chacune d'elles.

» Quelles sont les brigades installées en 1910 et quelles sont les brigades dont l'installation est prévue pour 1911 ? »

Réponse.

Les vingt-trois brigades de gendarmerie ci-après ont été créées en 1910 :

1. Houthem.	installée le 20 juillet 1910
2. Locre.	id. 20 id.
3. Warneton	id. 20 id.
4. Wervicq.	id. 20 id.
5. Vlissegheem	id. 6 décembre 1910
6. Eyne.	id. 20 juillet 1910
7. Denderleeuw	id. 20 id.
8. Olsene	id. 20 id.
9. Denderwindeke.	id. 20 id.
10. Saffelaere	id. 18 janvier 1911
11. Oostacker	id. 1 ^{er} octobre 1910
12. Trouchienne	non encore installée ⁽¹⁾
13. Ternath.	installée le 10 octobre 1910
14. Schilde	id. 20 juillet 1910
15. Beersse	id. 20 id.
16. Ryckevorsel	non encore installée ⁽²⁾

⁽¹⁾ Les recherches effectuées en vue de la constitution d'un casernement pour cette brigade n'ont pas encore abouti.

⁽²⁾ Une caserne est en construction.

17. Meerhout	installée le 20 juillet 1910
18. Lombise	id. 20 id.
19. Ecaussines d'Enghien . .	id. 1 ^{er} septembre 1910
20. Rièzes	id. 20 juillet 1910
21. Bièvre	id. 20 id.
22. Oignies	id. 20 id.
23. Cerfontaine	id. 20 id.

» Je compte proposer aux Chambres législatives, en 1911, et par voie d'amendement, la création des brigades de Neerheylissem, Gaurain-Ramecroix, Spy, Aulnois, Meulebeke, Buggenhout et Ardoye. »

Au sujet de la composition du Corps de la Gendarmerie, il y a lieu de remarquer que jusqu'en ces dernières années chacune des neuf provinces formait une compagnie rattachée à l'un des quatre groupes : de Bruxelles (Brabant et Anvers), de Gand (Flandre occidentale et Flandre orientale), de Liège (Liège, Limbourg et Luxembourg), de Mons (Hainaut et Namur).

Une première subdivision eut lieu par la création des compagnies de Louvain et de Charleroi, qui scinda en deux compagnies les compagnies des provinces de Brabant et du Hainaut. Un amendement au budget de 1910 régularisa cette situation, en prévoyant les crédits nécessaires pour donner aux deux compagnies nouvelles le cadre normal d'officiers et des sous-officiers (soit 2 capitaines commandants, au lieu de 2 capitaines en second, etc.).

Sans qu'il en ait été question lors de l'examen des Budgets de la Gendarmerie, de nouvelles modifications furent apportées à la composition du Corps par l'arrêté royal du 28 mai 1910 (*Moniteur* du 2 juin 1910, p. 3291), qui crée deux nouvelles compagnies dans le groupe de Gand : celle de Termonde et celle de Courtrai.

Chacune des compagnies des deux Flandres se trouve ainsi scindée à son tour en deux compagnies.

Le même arrêté prévoyait aussi la création de deux nouveaux districts, celui de Grammont ressortissant à la nouvelle compagnie de Termonde et celui de Roulers dépendant de la nouvelle compagnie de Courtrai.

Enfin, il annonçait la création de vingt-trois brigades : soit dix-sept dans les provinces flamandes et six dans les provinces de Hainaut et de Namur.

La nomenclature de ces nouvelles brigades est donnée dans la réponse de M. le Ministre.

A l'occasion du travail d'ensemble de répartition des brigades, n'y aurait-il pas lieu d'examiner l'opportunité de diviser à son tour la province de Liège en deux compagnies, par l'établissement d'une nouvelle compagnie à Verviers, dépendant du groupe de Liège, et la création dans le même groupe de districts nouveaux dont les sièges pourraient être : Waremme, dans la province de Liège ; Bastogne et Bouillon, dans la province de Luxembourg ?

Cette organisation faciliterait sans doute la création des brigades nou-

velles qui ont été souvent réclamées dans la circonscription du groupe de Liège et dont voici la liste :

Province de Liège : Haccourt, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Amay, Anthisnes, Burdinne, Fallais.

Province de Luxembourg : Gêrouville, Vance, Amberloup, Amonines, Grupont, Gembes, Les Bulles, Libramont, Poupehan.

Province de Limbourg : Haelen, Eygenbilsen.

L'attention de M. le Ministre a déjà été attirée sur la plupart de ces demandes. Cette année, les administrations communales d'Amay, Flône et Jehay-Bodegnée, insistent d'une façon toute spéciale en faveur de l'installation d'une brigade de gendarmerie à Amay.

L'installation d'une brigade de gendarmerie est décidée pour la région des carrières à l'ouest de l'Ourthe. L'administration communale insiste afin que Anthisnes soit choisi pour être le siège de la brigade.

Anthisnes est un point central de la circonscription qui comprendrait Ouffet, Hody et Comblain-au-Pont. Douze carrières y sont en activité et on y trouvera facilement des locaux convenables.

La situation dont se plaignent ces administrations communales n'a fait qu'empirer en raison même de l'accroissement de la population et du développement de l'industrie dans ces parages.

Les administrations communales n'ont ni les ressources ni les moyens de porter remède à la situation dont elles souffrent. C'est ainsi, par exemple, que la commune de Flône ne possède qu'un simple garde champêtre qui n'habite pas la commune et qui est régulièrement occupé dans un établissement industriel. Il lui est donc impossible d'exercer aucune surveillance.

La présence des gendarmes aurait pour effet de prévenir nombre de délits, dont beaucoup restant sans constatation ou sans répression, finissent par être considérés comme choses permises ou licites.

X. — Police rurale.

Ce projet de loi est en élaboration depuis 1901. Il a été déposé sur le bureau de la Chambre le 10 décembre 1907.

Un rapport préliminaire a été soumis par l'honorable baron de Broqueville à la Commission spéciale, et enfin le rapport définitif a été présenté à la Chambre le 14 juillet 1909.

Le projet de loi sur la police rurale figure à l'ordre du jour de la Chambre du 27 janvier 1911.

La Fédération nationale des fonctionnaires de la police a adressé aux membres de la Chambre une pétition par laquelle ils réclament la discussion et le vote de ce projet de loi. A l'appui de leur demande, ils se per-

mettent de rappeler que cette question est à l'étude depuis environ dix ans et que sa solution est attendue avec la plus grande impatience tant par les populations que par les agents et fonctionnaires de la police rurale.

XI. — Pension des gendarmes.

Un projet de loi portant revision des pensions des militaires en dessous du grade d'officier, y compris les gendarmes, a été déposé le 1^{er} mars 1910 (n° 98). Il est actuellement soumis à l'examen de la Section centrale, qui a consacré plusieurs séances à l'examen des divers projets de loi lui soumis et qui a posé diverses questions à M. le Ministre.

Avancement dans le Corps de la Gendarmerie.

Dans son rapport sur le Budget de la Gendarmerie pour 1909, M. Pirmez a présenté certaines considérations au sujet de l'avancement dans le Corps de la Gendarmerie :

- » La gendarmerie étant un corps d'élite, il serait juste que les officiers
- » ne soient pas mis sur un pied d'infériorité vis-à-vis des officiers des
- » autres armes.
- » Or le Corps de la Gendarmerie, outre le chef de corps qui peut avoir
- » le grade de lieutenant général, ne possède aujourd'hui comme officiers
- » supérieurs qu'un colonel ou un lieutenant-colonel et *quatre majors*. »

N'y aurait-il pas lieu, dans ces conditions, de donner aux majors commandants de groupe le titre du lieutenant-colonel après un certain nombre d'années de service ?

Ce titre de lieutenant-colonel pourrait être accordé aux deux majors les plus anciens ayant accompli un minimum d'années de service.

La dépense à résulter de ce chef se réduit à 1,600 francs et comblerait les vœux de braves officiers qui comptent de longues années de bons et loyaux services.

M. le Ministre de la Guerre, dans sa réponse au rapporteur (27 mai 1909), ne s'est pas montré favorable à cette proposition.

Ce titre de lieutenant-colonel lui paraît en quelque sorte un titre honorifique que ne justifierait pas la fonction et qui ne pourrait être accordé que moyennant une revision de la loi de 1836.

Il est permis de ne pas partager cet avis de M. le Ministre.

Tout d'abord, la revision d'une loi datant de 1836, alors que la gendarmerie n'était guère ce qu'elle est aujourd'hui, n'a rien qui puisse effrayer le Ministre et la Chambre.

Quant au titre honorifique il se justifie, comme tous les titres des grades

militaires, par l'importance des fonctions et par le prestige à donner à un fonctionnaire représentant une haute autorité et sur lequel pèsent de graves responsabilités.

Vote en sections.

1^{re} section : Le Budget est repoussé par 9 non contre 8 oui et 3 abstentions.
2^e section : id. adopté par 13 oui id. 7 non.
3^e section : id. adopté par 16 oui id. 5 non.
4^e section : id. adopté par 16 oui id. 4 non.
5^e section : id. repoussé par 12 non id. 11 oui.
6^e section : id. adopté par 12 oui id. 6 non et 4 abstention.

Le Budget est adopté par la Section centrale par cinq voix contre deux.

Le Rapporteur,
JULES DALLEMAGNE.

Le Président,
E. NERINCX.



(19)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1911.

Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1911 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor 1911 bedraagt	fr. 9,094,774 75
Er is dus eene vermindering van.	259,803 50
De gewone uitgaven voor 1911 bedragen	fr. 8,394,774 75
Er is dus eene verhooging, op de gewone uitgaven van 1911, van	130,196 50
Daarentegen zijn de uitzonderlijke uitgaven van 1910 verminderd, voor 1911, met.	fr. 395,000 »

Bij artikel 1 van het eerste hoofdstuk, betreffende de jaarwedden, toekenningen en verstrekkingen, stellen wij eene verhooging vast van fr. 130,196.50.

Deze verhooging, welke zich voegt bij die in 1910 goedgekeurd (120,000 frank), is het gevolg van eene merkelijke vermeerdering der getalsterkte van de gendarmerie : 150 tot 160 manschappen en 4 officieren.

Naar evenredigheid moeten de pensioenen en hulpgelden worden verhoogd : 5,000 frank.

Eindelijk, worden 700,000 frank aangevraagd tot verbetering van de kazerneering.

(1) Begrooting, n° 4, XI.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINGX, bestond uit de heeren DONNAY, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DALLEMAGNE, DAENS, OZERAY, DU BUS DE WARNAFFE.

De gendarmerie begrijpt thans 76 officieren van verschillenden graad en 3,549 gendarmen.

Er zijn 93 paarden voor de officieren en 1,749 voor de overige manschappen.

Het onderzoek van het ontwerp van Begrooting in de Middenafdeeling gaf aanleiding tot de volgende vragen en opmerkingen :

I. — Allerhande Bestuurswerk.

Een lid der Middenafdeeling bracht de volgende opmerking in 't midden : In Juli laatstleden, ten gevolge van misdrijven die werden gepleegd in het landelijk gedeelte van het Rijk en de algemeene aandacht hadden gevestigd op de noodzakelijkheid der herinrichting van de landelijke politie, heeft de heer Minister van Justitie bij zijn collega van Oorlog geklaagd over het feit, dat de gendarmerie belast was met bestuurswerk waardoor zij onttrokken werd aan de uitoefening van haar ambt. De heer Minister van Justitie wees, onder andere, hierop, dat de gendarmerie wordt belast met den dienst der mobilisatie, alsmede met den dienst der betrekkingen van het Ministerie van Oorlog met de manschappen onder de wapens en dezer gezinnen.

Wil men de veiligheid op het platteland verzekeren, dan is het onontbeerlijk dat de gendarmerie uitsluitend worde belast met hare politiezendings en dat men haar ontlaste van elke andere bediening of bezigheid welke haar door de wet niet is opgelegd.

Derhalve werd de volgende vraag gesteld aan den heer Minister van Oorlog :

Vraag.

« De gendarmerie wordt thans belast met allerhande werkzaamheden die haar onttrekken, althans gedeeltelijk, aan haren veiligheidsdienst : zij is belast, onder andere, met den dienst der mobilisatie en met het bewaken van de verlofgangers.

» De Middenafdeeling verzoekt dringend dat de gendarmerie uitsluitend worde belast met hare politiezendings en dat men haar ontlaste van elk anderen dienst of elk andere bezigheid. »

Antwoord.

« Deze dienst werd steeds opgedragen aan de gendarmerie.

» Wegens haar aanzien, haar zedelijk gezag, hare veelvuldige betrekkingen met de overheden, is zij aangewezen als de beste medewerker tot het voorbereiden van de mobilisatie.

» Overigens, de secretarissen der districtscommandanten en hunne adjuncten werden *uitdrukkelijk* aangesteld om in de behoeften van den dienst der mobilisatie te voorzien. Zij nemen geen deel aan den werkelijken

dienst van voortdurend toezicht tot het beteugelen van de misdrijven ; deze dienst wordt bijgevolg hoegenaamd niet geschaad door de medewerking die aldus wordt verleend aan het Ministerie van Oorlog.

» Wat de werkzaamheden betreft, die zijn opgelegd aan de kantonbevelhebbers bij het voorbereiden van de mobilisatie, deze onderofficieren kunnen die verrichten terwijl zij hunnen werkelijken dienst waarnemen, en wel zonder zich daartoe opzettelijk te moeten verplaatsen ; bedoelde werkzaamheden moeten inderdaad niet in eens verricht worden.

» Niettemin wordt, betreffende het optreden van de gendarmerie op een ander gebied dan het politiegebied, onderhandeld tusschen het Ministerie van Justitie en het Ministerie van Oorlog. »

II. — Kas voor weduwen en weezen.

Eene Commissie werd belast met de herziening van de statuten der Kas voor weduwen en weezen ; zij was (volgens het antwoord van den heer Minister van Oorlog aan de Middenafdeeling in 1909) belast met het onderzoek van den toestand van het Hulpfonds der gendarmerie, inzonderheid van de verhooging van het pensioen der weduwen en weezen.

De Middenafdeeling van 1910 vroeg aan den Minister hoe ver het werk der Commissie gevorderd was.

Het antwoord luidde als volgt :

« Om de statuten van de Kas voor weduwen en weezen van de gendarmerie op actuariale grondslagen te vestigen en alzoo toe te laten dat gendarmen *van allen leeftijd* zouden kunnen toetreden, heeft de daartoe aangestelde Commissie 7,500 fiches laten maken naar een geschikt model.

» Tal van documenten en registers moesten doorzocht worden en eene lijvige briefwisseling werd met de verschillende besturen gehouden.

» Die fiches vormen den grondslag van de statistiek en het actuariael werk betreffende de gendarmen en hunne vrouwen, alsmede van de vaststelling der op het personeel der gendarmerie toepasselijke tarieven. »

De Middenafdeeling van 1911 verzocht den heer Minister haar te willen zeggen hoe ver het werk der Commissie is gevorderd.

Vraag.

« Zou de heer Minister ons kunnen zeggen hoe het nu staat met de werkzaamheden der Commissie, belast met het opmaken of het herzien van de statuten der Kas voor weduwen en weezen van militairen ? »

Antwoord.

« De werkzaamheden worden ieverig voortgezet. Ik hoop dat de zaak weldra voorgoed zal opgelost zijn. »

III. — Verzoekschrift van de Districtssecretarissen.

De districtssecretarissen, ten getale van veertig voor het gansche Rijk, zijn de onderofficieren der gendarmerie, ter beschikking van de districtsbevelhebbers gesteld om dezen te helpen in hun kantoorwerk : mobilisatie van het leger en bestuur van de manschappen onder de wapens.

Uit dien hoofde trekken de secretarissen eene vergoeding van 120 tot 240 frank naar de belangrijkheid van het district.

Zij vragen dat deze vergoeding zou worden verhoogd met 200 frank; dat zou de Begrooting der Gendarmerie in geringe mate bezwaren : 40 man tegen 400 frank = 16,000 frank.

't Schijnt dat andere klassen van kantoorbedienden bij de gendarmerie, met name de archivariissen, de magazijnbewaarder, de fouriers en de adjuncten-rekenplichtigen der compagnieën, respectievelijk eene vergoeding ontvangen van 400, 450 en 500 frank.

Men vergeet niet dat de districtssecretarissen al de onderrichtingen moeten kennen en ook kunnen toepassen, verder dat zij minder trekken dan de brigadecommandanten op het platteland, alhoewel het leven er minder duur is.

De volgende vraag werd tot den heer Minister gericht :

3^e Vraag.

« Is de heer Minister niet van meening dat de vergoeding, welke de secretarissen van de districtsbevelhebbers genieten, dient te worden gebracht tot op 400 frank? Die vergoeding bedraagt thans van 120 tot 240 frank naar gelang van het district. Er dient te worden opgemerkt dat andere klassen van bedienden, met name de archivariissen, de magazijnbewaarder, de fouriers, de adjuncten-rekenplichtigen der compagnieën, hogere vergoedingen trekken. De districtssecretarissen moeten al de onderrichtingen kennen en kunnen toepassen; nochtans trekken zij minder dan sommige brigadecommandanten op het platteland, waar het leven minder duur is. »

Antwoord.

« Vooralsnu is die verhooging niet gerechtvaardigd.

» De districtssecretarissen kunnen overigens, evenals hunne collega's van den werkelijken dienst, vragen om te worden benoemd tot brigadecommandant : nu, sedert zes jaar hebben, van de een en veertig districtssecretarissen, vijf dit inzicht te kennen gegeven. Ik voeg erbij dat slechts twee en veertig brigadecommandanten (van de 397) eene vergoeding van meer dan 100 frank trekken.

» De tegemoetkomingen aan de wachtmeesters-archivariissen en magazijnbewakers, alsook aan de adjuncten-rekenplichtigen der compagnieën, zijn bepaald volgens de belangrijkheid van hunne bijzondere ambten, welke niet te vergelijken zijn met die van de districtssecretarissen. »

IV. — Ziektedagen.

Vraag.

« Een lid der Middenafdeeling merkte aan, dat de ziektedagen de gendarmen worden aangerekend als verlofdagen en bijgevolg afgetrokken van de verlofdagen waarop zij kunnen recht hebben.

» Het schijnt ook dat, wanneer een gendarme moet afgezonderd blijven wegens besmettelijke ziekte van een lid van zijn gezin, men hem evenveel verlofdagen aftrekt als er dagen zijn, boven tien, gedurende welke de ziekte duurt.

» Acht de heer Minister niet dat die doenwijze dient te worden veranderd ? »

Antwoord.

« Deze zaak zal opgelost worden, derwijze dat de belangen der manschappen zoo ruim mogelijk worden overeengebracht met de vereischen van den dienst. »

V. — Kosten voor uitrusting.

Vraag.

« Een lid der Middenafdeeling merkt aan, dat de gendarmen verplicht zijn groote uitgaven te doen voor hunne uitrusting. 't Schijnt dat zij, onder andere, hunne schoenen en waggen in Staatsmagazijnen duurder moeten betalen dan bij om 't even welken handelaar.

» 't Schijnt, anderzijds, dat zeer dikwijls wijzigingen worden gebracht in de uitrusting ; uit dien hoofde zijn de gendarmen verplicht tot veranderingen en wijzigingen, die ten slotte duur kosten. »

Antwoord.

« De voorwerpen van gelijke qualiteit, noodig voor de uitrusting, worden door den Staat aan de gendarmen geleverd tegen een lageren prijs dan in den handel.

» De veranderingen, in de uitrusting gebracht, hadden voor gevolg dat de voorwerpen eenvoudiger, practischer en goedkooper werden. »

VI. — Gehuwde gendarmen.

Vraag.

« Verleden jaar (Februari 1910) waren er, van de 2,183 gehuwde gendarmen, 69 nog niet gehuisvest op 's Rijks kosten : einde 1908 waren

er 93. Anderzijds, zijn er sedert 48 gehuwde manschappen meer; er werden dus 72 huisvestingen meer aan de gehuwden verstrekt gedurende 1909.

« Welk is de toestand voor 1910? »

Antwoord.

« Van de 2,203 gehuwde manschappen zijn er 58 nog niet gehuisvest op 's Rijks kosten. Einde 1909 waren er 69. Sedert zijn er 20 gehuwden meer; bijgevolg werden er 31 nieuwe huisvestingen aan de gehuwden verstrekt gedurende 1910. »

VII. — Telegraaf en Telefoon.

Vraag.

« Volgens het verslag der Middenafdeeling, van 2 Februari 1909, bleven er, van de vier honderd en vijf brigades, nog zeventien zonder telefoonverbinding. In Februari 1910, waren er nog acht zonder telefoon en de verbinding ervan werd gevraagd aan het bevoegde bestuur.

» Hebben die acht brigades thans de telefoonverbinding?

» Zoo ja, dan is er geen enkele brigade meer zonder telefoon. »

Antwoord.

« Bedoelde acht brigades, die in Februari 1910 nog geen telefoonverbinding hadden, verkregen die in den loop van het jaar.

» Van de nieuwe brigades, die sedert tot stand kwamen, is er slechts ééne zonder telefoon : hare verbinding is aangevraagd bij het bevoegd bestuur. »

VIII. — Nachtronden.

Vraag.

« Een lid der Middenafdeeling heeft er over geklaagd, dat de gendarmen verplicht zijn de inwoners der plattelandsche gemeenten te storen gedurende den nacht, om hunnen reiswaar te doen onderteekenen als zij 's nachts de ronde doen.

» Men vraagt of het niet mogelijk ware, een andere wijze van toezicht te vinden, of men, bij voorbeeld, hunnen reiswaar niet zou kunnen doen onderteekenen door nachtwakers of andere ambtenaren of zelfs door gewone burgers die nachtdienst hebben. »

Antwoord.

« De thans genomen proeven tot bepaling van de practische middelen

om die contrôle tot stand te brengen zonder zich te moeten wenden tot de gemeenteoverheden of mits men zich daartoe zoo weinig mogelijk wendt, zullen binnen een zeer korten tijd een eind nemen.

« Intusschen wordt reeds, bij aanschrijving van den korpsoverste, bepaald dat men de reishijzers van de nachtronden moet onderwerpen aan het visa der officieren van politie, die met den nachtdienst zijn belast in de aanzienlijke gemeenten. »

IX. — Algemeene studie over de verdeeling der brigades.

Vraag.

« In 1910 antwoordde de heer Minister van Oorlog op de vraag der Middenaafdeeling betreffende die algemeene studie als volgt : De algemeene studie is geëindigd. Zooals de Regeering het in 1909 reeds verklaard heeft, zal zij, naar gelang van de beschikbare middelen, zoo spoedig mogelijk voortgaan gevolg te geven aan de menigvuldige voorstellen erin vervat, volgens hunne hoogdringendheid en de belangrijkheid van ieder hunner.

» Welke brigades werden tot stand gebracht in 1910 en welke brigades is men voornemens tot stand te brengen in 1911 ? »

Antwoord.

De drie en twintig hieronder vermelde gendarmeriebrigades werden tot stand gebracht in 1910 :

1. Houthem	tot stand gebracht op 20 Juli 1910
2. Locre	id. 20 id.
3. Waasten	id. 20 id.
4. Wervicq	id. 20 id.
5. Vlissegheem	id. 6 December 1910
6. Eyne	id. 20 Juli 1910
7. Denderleeuw	id. 20 id.
8. Olsene	id. 20 id.
9. Denderwindeke.	id. 20 id.
10. Saffelaere	id. 18 Januari 1911
11. Oostacker	id. 1 October 1910
12. Drongen	nog niet tot stand gebracht ⁽¹⁾ .
13. Ternath	tot stand gebracht op 10 October 1910
14. Schilde	id. 20 Juli 1910
15. Beersse	id. 20 id.
16. Ryckevorsel	nog niet tot stand gebracht ⁽²⁾

⁽¹⁾ Vergeefs trachtte men eene plaats te vinden tot het oprichten van eene kazerne voor deze brigade.

⁽²⁾ Eene kazerne is in aanbouw.

17. Meerhout	tot stand gebracht op	20 Juli 1910
18. Lombise	id.	20 id.
19. Ecaussines d'Enghien .	id.	1 September 1910
20. Rièzes	id.	20 Juli 1910
21. Bièvre	id.	20 id.
22. Oignies.	id.	20 id.
23. Cerfontaine	id.	20 id.

» Ik ben voornemens, in 1911 aan de Wetgevende Kamers voor te stellen, bij wijze van amendement, de brigades van Neerheyllissem, Gaurain-Ramecroix, Spy, Aulnois, Meulebeke, Buggenhout en Ardoye tot stand te brengen. »

Wat betreft de samenstelling van het Gendarmeriekorps, dient te worden opgemerkt dat, tot deze laatste jaren toe, elke van de negen provinciën eene compagnie uitmaakte, die behoorde tot eene van de vier volgende groepen : Brussel (Brabant en Antwerpen), Gent (West- en Oost-Vlaanderen), Luik (Luik, Limburg en Luxemburg), Bergen (Henegouw en Namen).

Tot eene eerste onderverdeeling werd overgegaan bij het tot stand brengen van de compagnieën Leuven en Charleroi, waardoor de compagnieën van de provinciën Brabant en Henegouw werden gesplitst in twee compagnieën. Deze toestand werd geregeld door middel van een amendement op de Begroeting voor 1910 : de vereischte kredieten werden voorzien om het normaal kader van officieren en onderofficieren (met name, 2 kapiteins-bevelhebbers, in de plaats van 2 tweede kapiteins, enz.) te verstrekken aan de twee nieuwe compagnieën.

Zonder dat ervan sprake was bij de behandeling van de Begroetingen der Gendarmerie, werden nieuwe wijzigingen in de samenstelling van het Korps gebracht bij koninklijk besluit van 28 Mei 1910 (*Staatsblad*, 2 Juni 1910, bladz. 3291), krachtens hetwelk twee nieuwe compagnieën werden tot stand gebracht in de groep Gent : de compagnie van Dendermonde en de compagnie van Kortrijk.

Op deze wijze wordt elke compagnie van de beide Vlaanderen, op hare beurt, in twee compagnieën gesplitst.

Hetzelfde besluit voorzag insgelijks het tot stand brengen van twee nieuwe districten : het district Geeraardsbergen, behoorende tot de nieuwe compagnie van Dendermonde, en het district Rousselare, behoorende tot de nieuwe compagnie van Kortrijk.

Ten slotte, kondigde het aan, dat drie en twintig brigades zouden tot stand gebracht worden : met name, zeventien in de Vlaamsche provinciën en zes in de provinciën Henegouw en Namen.

De lijst dezer nieuwe brigades komt voor in het antwoord van den heer Minister.

Zou men, naar aanleiding van de algemeene studie over de verdeeling der brigades, niet moeten onderzoeken of het niet past, de provincie Luik

op hare beurt in twee compagnieën te splitsen door het tot stand brengen van eene nieuwe compagnie te Verviers, behorende tot de groep Luik, en, in dezelfde groep, van nieuwe districten waarvan de hoofdplaatsen zijn zouden : Borgworm, in de provincie Luik ; Bastenaken en Bouillon, in de provincie Luxemburg?

Deze regeling zou ongetwijfeld het tot stand brengen vergemakkelijken van de nieuwe brigades die herhaaldelijk werden gevraagd in de omschrijving van de groep Luik en waarvan de lijst volgt :

Provincie Luik : Haccourt, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Amay, Anthisnes, Bordinnes, Fallais.

Provincie Luxemburg : Gérardville, Vance, Amberloup, Amonines, Gruntpont, Gembes, Les Bulles, Libramont, Poupehan.

Provincie Limburg : Halen, Eigenbilsen.

De aandacht van den heer Minister werd reeds gevestigd op meestal deze vragen. Dit jaar dringen de gemeentebesturen van Amay, Flône en Jehay-Bodegnée op gansch bijzondere wijze erop aan, dat men eene gendarmeriebrigade te Amay tot stand brenge.

Er werd beslist, eene gendarmeriebrigade tot stand te brengen voor de streek der groeven ten Westen van de Ourthe. Het gemeentebestuur verzoekt dringend dat de zetel der brigade te Anthisnes gevestigd worde.

Anthisnes is een middenpunt van de omschrijving, waartoe zouden behooren Ouffet, Hody en Comblain-au-Pont. Twaalf groeven worden er thans in bedrijf genomen en men zal er zonder bezwaar geschikte gebouwen aantreffen.

De toestand, waarover deze gemeentebesturen klagen, werd steeds erger uit hoofde zelfs van de toeneming der bevolking en van de uitbreiding der nijverheid in deze streken.

De gemeentebesturen hebben noch het geld noch de andere middelen om den toestand, waaronder zij lijden, te verhelpen. Zoo, bij voorbeeld, beschikt de gemeente Flône slechts over een eenvoudig veldwachter, die niet in de gemeente woont en geregeld werkt in eene nijverheidsinrichting. Het is hem dus onmogelijk, om 't even welk toezicht te uitoefenen.

De aanwezigheid der gendarmen zou voor uitwerking hebben, tal van misdrijven te voorkomen ; vele dezer worden ten slotte, bij gebrek aan vaststelling of aan beteugeling, aangezien als veroorloofde of rechtmatige daden.

X. — Landelijke politie.

Dit wetsontwerp wordt voorbereid van 1904 af. Het werd in de Kamer ingediend den 10^e December 1907.

Een voorafgaande verslag werd door den achtbaren heer de Broqueville aan de Bijzondere Commissie onderworpen en, ten slotte, werd het eindverslag op 14 Juli 1909 aan de Kamer aangeboden.

Het ontwerp van wet op de landelijke politie komt voor op de dagorde der Kamer van 27 Januari 1911.

De Nationale Bond van politieambtenaren zond aan de leden der Kamer een verzoekschrift, waarbij zij de behandeling en de aanneming van dit wetsontwerp vragen. Tot staving hunner vraag zijn zij zoo vrij, in herinnering te brengen dat dit vraagstuk sedert ongeveer tien jaar ter studie ligt en dat de oplossing ervan met het grootste ongeduld wordt verwacht zoowel door de bevolking als door de ambtenaren en agenten der landelijke politie.

XI. — Pensioen van de gendarmen.

Een ontwerp van wet tot herziening van de pensioenen voor militairen beneden den graad van officier, met inbegrip van de gendarmen, werd ingediend op 1 Maart 1910 (n^o 98). Het is thans onderworpen aan de Middenafdeeling, die verscheidene vergaderingen wijdde aan het onderzoek van de haar onderworpen wetsontwerpen en verschillende vragen richtte tot den heer Minister.

Bevordering in het Gendarmeriekorps.

In zijn verslag over de Begrooting van de Gendarmerie voor 1909, bracht de heer Pirmez eenige beschouwingen in 't midden betreffende de bevordering in het Gendarmeriekorps :

« Daar de gendarmerie een uitgelezen korps is, ware het billijk dat de » officieren niet in een ondergeschikten toestand tegenover de officieren » bij de andere wapens worden geplaatst.

» Nu, buiten het hoofd van het korps, die den graad van luitenant- » generaal kan bekomen, zijn er thans in het Gendarmeriekorps geen » andere hoofdofficieren dan een kolonel of een luitenant-kolonel en vier » *majoors*. »

Zou het, onder die omstandigheden, niet billijk zijn, aan de majoors, die het bevel voeren over eene groep, den graad van luitenant-kolonel te verleenen na een zeker getal jaren dienst?

Deze graad van luitenant-kolonel zou, na een minimum jaren dienst, kunnen verleend worden aan de twee oudste majoors.

De daardoor te veroorzaken uitgave bedraagt slechts 1,600 frank en zou voldoening scheuken aan brave officieren die lange jaren trouwen en eerlijken dienst tellen.

Het antwoord van den heer Minister aan den verslaggever (27 Mei 1909) was dit voorstel niet gunstig.

Die titel van luitenant-kolonel komt hem eenigszins voor als een eere-titel, die niet zou gerechtvaardigd zijn door het ambt en die men slechts zou kunnen verleenen mits men wijzigingen brengt in de wet van 1836.

Men mag het niet eens zijn met den heer Minister.

Vooreerst moeten de Minister en de Kamer hoegenaamd niet bevreesd zijn voor de herziening eener wet, dagteekenende van 1836, toen de gendarmerie niet was wat zij heden is.

Wat den eeretitel betreft, hij is gewettigd, zooals al de titels der militaire graden, door de gewichtigheid van het ambt en door het aanzien toe te kennen aan een ambtenaar die een hoog gezag vertegenwoordigt en eene groote verantwoordelijkheid heeft.

Stemmingen in de afdeelingen.

- 1^{ste} afdeeling : De Begrooting wordt verworpen met 9 stemmen tegen 8 en 3 onthoudingen.
2^e afdeeling : De Begrooting wordt aangenomen met 15 stemmen tegen 7.
3^e afdeeling : De Begrooting wordt aangenomen met 16 stemmen tegen 5.
4^e afdeeling : De Begrooting wordt aangenomen met 16 stemmen tegen 4.
5^e afdeeling : De Begrooting wordt verworpen met 12 stemmen tegen 11.
6^e afdeeling : De Begrooting wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 6 en 1 onthouding.

De Begrooting wordt door de Middenafdeeling aangenomen met vijf stemmen tegen twee.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

